

*Denrées alimentaires—Comité*

personnes qui paient trop pour les besoins vitaux. Je crois que l'on peut le faire sans porter préjudice à l'expansion souhaitable des industries de l'alimentation et de l'élevage.

Un autre aspect du problème qui m'intéresse est l'éducation des consommateurs. A mon avis, on ne consacre pas assez de fonds ni d'efforts au domaine de l'éducation des consommateurs, c'est-à-dire à apprendre aux gens comment tirer le meilleur parti possible de chaque dollar qu'ils dépensent en faisant leurs courses. Je sais qu'à l'heure actuelle de nombreuses campagnes publicitaires sont appelées programmes d'éducation des consommateurs, mais elles visent à vendre le produit plutôt qu'à éduquer l'acheteur. Je pense pour ma part à un programme financé par le gouvernement que l'on pourrait appliquer au niveau de gouvernement jugé le plus efficace à cette fin. Ce programme viserait essentiellement à informer le consommateur défavorisé sur le plan financier, et à lui expliquer comment tirer le meilleur parti de ses achats.

Je n'ai pas pensé à la façon dont un programme semblable devrait fonctionner, mais je crois que cette solution vaut la peine d'être étudiée, et je crois également que c'est notre responsabilité d'étudier les avantages qu'il y aurait à améliorer les connaissances du consommateur. Nous dépensons des dizaines de milliers de dollars par an à convaincre les gens d'acheter tel ou tel produit. Pourquoi ne pas dépenser de cet argent à leur enseigner comment acheter?

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas essayé dans mes remarques de démontrer avec des chiffres à l'appui jusqu'à quel point la situation du consommateur est critique ni jusqu'à quel point elle le deviendra. J'ai voulu simplement montrer que l'inflation n'est pas une nouveauté qui remonte à quelques semaines ou à quelques mois. Elle existe depuis très longtemps, en fait depuis trop longtemps et j'aimerais voir un effort immédiat en vue d'en déterminer les causes et d'y rechercher au plus tôt des solutions.

En conclusion, j'aimerais exprimer l'espoir, une fois de plus, que tout sera fait pour mettre le comité sur pied et à l'œuvre dans les plus brefs délais. J'ai été réconforté par l'urgence qui se dégageait des discours prononcés jusqu'ici. J'ai des raisons de croire qu'avant longtemps, les vrais gagnants seront ceux qui sont maintenant les perdants. Je veux, évidemment, parler des consommateurs canadiens financièrement désavantagés.

**M. Joseph-Philippe Guay (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, la seule raison pour laquelle je désire prendre la parole sur cette question, c'est que je crois en toute sincérité qu'on a fait trop de discours sur la question de l'augmentation des prix des aliments, question qui devrait, en fait, être discutée au comité que nous nous apprêtons à mettre sur pied. Ce dont nous devrions être en train de discuter, c'est la formation du comité. La discussion ne résoudra pas le problème, pas plus qu'elle ne profitera au consommateur, et, pendant que nous perdons notre temps en discours, comme cela a été le cas ces derniers jours, le prix des aliments augmente, certainement pas à l'avantage des Canadiens.

Plus vite nous permettrons au comité d'étudier la question, plus nous pourrions dire en toute sincérité que les Canadiens pourront profiter de son étude.

Entre-temps, un vote du genre de celui que nous avons eu cet après-midi n'est, à mon avis, qu'une simple tactique de retardement. En écoutant les discours prononcés ces

quelques derniers jours, on a l'impression que la plupart des députés se croient à nouveau au moment du débat sur le discours du trône et qu'ils parlent simplement pour le plaisir de parler. Je crois que c'est au comité de découvrir les faits en cause et non pas aux discoureurs. Plus nous procéderons rapidement dans cette voie plus tôt nous pourrions dire en toute sincérité que nous avons créé un comité pour accomplir ce travail. Arrêtons de faire des discours et confions la tâche au comité que nous avons décidé par vote d'établir cet après-midi.

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur le président, je suis heureux de dire quelques mots sur la motion présentement à l'étude. Certes, il est toujours important d'instituer des comités pour faire des études, mais je dirai que plusieurs comités ont été formés, depuis que je siége à la Chambre, pour faire plusieurs sortes d'études.

Si ma mémoire est bonne, monsieur le président, un comité a été formé pour étudier la hausse des prix et les moyens visant à aider les consommateurs. Cela, je crois, a coûté environ 32 ou 33 millions de dollars aux Canadiens, et les prix ont continué à augmenter. Alors, qu'est-ce qu'on a réglé? Qu'est-ce que le comité qui sera composé de 25 personnes pourra accomplir? Nous favorisons des études, mais quelles solutions nous fourniront-elles pour régler le problème?

Le problème, monsieur le président, est de nature économique, et tant et aussi longtemps que nous ne nous attaquerons pas aux racines du mal, jamais nous réussirons à stabiliser d'une façon satisfaisante les revenus, les dépenses et les profits.

Monsieur le président, les cultivateurs, par exemple, ont beaucoup de dépenses, mais pas assez de revenus. Le prix des aliments dépend surtout de l'agriculture, et qu'est-ce que le gouvernement ou les commissions qui ont été formées ont fait pour remédier à cette situation? Les revenus des cultivateurs ont continué à diminuer, ainsi que ceux des grandes sociétés.

On dit que les marchands détaillants ne font pas d'argent non plus. Selon les néo-démocrates, ces marchands-là font des profits et, selon d'autres, ils n'en font pas, surtout en ce qui a trait à la vente des produits alimentaires. Alors, personne ne fait de profit. Les agriculteurs ne font pas d'argent, et les marchands qui sont obligés d'entreposer ces marchandises et d'en faire l'emballage, une fois qu'ils ont tout payé, ne font pas de profit non plus, et le coût de la vie continue à augmenter.

Pourquoi le coût de la vie continue-t-il à augmenter? Parce que quand l'agriculteur doit se construire des bâtiments, il est obligé de payer de 11 à 12 p. 100 de taxe de vente sur les matériaux de construction et un taux de 11 à 12 p. 100 d'impôt sur les instruments aratoires dont il a besoin. Ceci, monsieur le président, contribue à augmenter le coût de la vie pour l'agriculteur, ainsi que le prix de revient. Que faudrait-il faire pour équilibrer de nouveau notre économie?

Le comité doit donc être chargé de poursuivre des recherches sur le rôle de la politique des prix et des revenus dans la lutte à l'inflation, y compris le prix des denrées alimentaires. C'est pour cette raison que le comité doit être formé. Cependant, un comité semblable et d'autres ont déjà été formés, lesquels ont préparé beaucoup d'études, ont fait plusieurs suggestions, et les prix continuent toujours à augmenter. On ne connaît que des augmentations de prix et l'on entend, de part et d'autre, les